

Article

Émergence du mouvement Kima à Kimbulu (territoire de Lubero), 1925–1960 : pouvoir colonial, cosmologie yira et répertoires de résistance

Kambale Kamala^{1,*}, Mumbere Misugho¹ et Kambalume Kahindo Raphael

¹ Domaine des Sciences des Lettres et Arts, Institut Supérieur Pédagogique de Muhangi, B.P. 380, Butembo, République Démocratique du Congo

* Correspondant : kamala.jeanmarie1@gmail.com

Citation : Kamala, K., Mumbere, M., & Kambalume, K.R. Émergence du mouvement Kima à Kimbulu (territoire de Lubero), 1925–1960 : pouvoir colonial, cosmologie yira et répertoires de résistance. *Etincelle*. 2026, vol. 26, no. 2. <https://doi.org/10.61532/rime262162>

Reçu : 05 Juin 2026

Accepté : 27 Juillet 2026

Publié : 12 Septembre 2026

Note de l'éditeur : Ishango-uac reste neutre en ce qui concerne les revendications juridictionnelles dans les cartes géographiques publiées et les affiliations institutionnelles des auteurs.



Copyright: © 2026 par les auteurs. Soumis pour une publication en libre accès selon les termes et conditions de la licence Creative Commons Attribution (CC BY) (<https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/>).

Abstract: Cette étude analyse l'émergence, les répertoires d'action, l'extension et la répression du mouvement Kima à Kimbulu, dans le territoire de Lubero (Nord-Kivu), entre 1925 et 1960. Elle mobilise une démarche historique qualitative fondée sur la confrontation de travaux documentaires, de sources administratives et missionnaires citées dans le corpus, ainsi que de témoignages oraux recueillis localement. L'analyse montre que le Kima ne peut être réduit à l'étiquette de « mouvement de sorciers » employée dans certaines sources coloniales ou mémorielles. Il apparaît plutôt comme une configuration politico-religieuse composite, façonnée par la reconfiguration coloniale des autorités, les contraintes économiques, le recrutement de main-d'œuvre, la fiscalité, l'évangélisation et la fragilisation de dispositifs locaux de légitimité et de transmission. Ses répertoires d'action associaient défense de l'autonomie politique, protection des ressources et pratiques sociales, initiation, solidarité interne, refus de certaines obligations coloniales et intimidation rituelle telle qu'elle est rapportée par les sources. L'étude distingue systématiquement les faits documentés des croyances relatives aux pouvoirs rituels et des reconstructions mémorielles ultérieures. Cette relecture contribue à l'histoire locale des résistances anticoloniales et à l'analyse des articulations entre pouvoir, religion, économie et mémoire dans l'Est congolais.

Mot clés: Kima ; Kimbulu ; Lubero ; résistance anticoloniale ; Yira ; Congo belge ; mémoire orale.

1. Introduction

L'histoire des résistances africaines à la conquête et à l'administration coloniales ne se réduit ni aux guerres ouvertes ni aux mouvements nationalistes de la période immédiatement antérieure aux indépendances. Elle comprend également des formes locales de refus, de négociation, de désobéissance et de réélaboration symbolique de l'ordre imposé. Dans l'historiographie africaine, ces réactions sont désormais appréhendées comme des réponses historiquement situées à la dépossession politique, aux réorganisations économiques et aux transformations culturelles produites par la colonisation (Boahen, 1987; Cooper, 2005; Young, 1994). Dans le contexte congolais, les mémoires locales, les dénominations populaires et les répertoires rituels constituent aussi des archives sociales permettant de saisir l'expérience de la domination « par le bas » (Likaka, 2009).

Le cas de Kimbulu, dans le territoire de Lubero, s'inscrit dans cette problématique. Le corpus étudié situe l'émergence du mouvement Kima dans les hautes terres yira au moment où s'articulent trois dispositifs de transformation : l'administration coloniale, l'économie extractive et l'évangélisation. Ces dispositifs ne doivent pas être pensés

comme un bloc parfaitement homogène, mais comme des institutions dont les intérêts ont souvent convergé dans l'encadrement des populations, la mobilisation de la main-d'œuvre, l'ouverture de routes, la scolarisation et la transformation des autorités locales. Dans le même temps, les acteurs de Kimbulu disposaient de leurs propres institutions politiques, religieuses et initiatiques, ainsi que d'un vocabulaire pour interpréter la rupture provoquée par l'occupation coloniale.

Le problème scientifique est donc moins de savoir si les récits locaux sur le Kima doivent être acceptés ou rejetés en bloc que de comprendre ce qu'ils révèlent des rapports de pouvoir. Certaines sources coloniales et missionnaires ont désigné les protagonistes comme des « sorciers » ou des fauteurs de désordre. À l'inverse, les récits locaux tendent parfois à présenter le Kima comme une défense cohérente de l'ordre ancestral. Une analyse historique doit maintenir une distance critique à l'égard de ces deux cadres. Les catégories de sorcellerie, de guérison, de divination, d'initiation et de pouvoir climatique sont ici traitées comme des catégories sociales et des croyances rapportées par le corpus, non comme des preuves empiriques de causalité surnaturelle. Cette précaution rejoint les approches qui montrent comment, dans le Congo colonial, violence, sécurité, médecine et mouvements thérapeutiques vernaculaires ont été imbriqués dans des dispositifs de gouvernement et d'inquiétude coloniale (Hunt, 2016).

Cet article pose la question suivante : comment l'installation de l'ordre colonial à Kimbulu a-t-elle contribué à l'émergence du mouvement Kima, et comment les acteurs ont-ils articulé revendications politiques, contraintes économiques et ressources cosmologiques dans leurs pratiques de résistance ? L'hypothèse défendue est que le Kima fut une configuration de résistance multidimensionnelle plutôt qu'un phénomène exclusivement religieux. Il s'est nourri de la reconfiguration des autorités et des territoires, de l'économie coloniale, de la tension autour de la mission et de l'école, et de la mobilisation de savoirs yira donnant sens à l'action collective. Cette hypothèse est examinée en confrontant les sources disponibles et en distinguant systématiquement faits, interprétations et mémoire.

L'intérêt du cas dépasse la seule histoire locale. Des travaux contemporains menés en République démocratique du Congo montrent, dans des objets très différents, l'importance persistante des facteurs sociopolitiques et institutionnels dans la structuration des trajectoires individuelles et des attitudes publiques. Mpia et al. (2023) identifient, par exemple, le contexte sociopolitique parmi les facteurs associés à l'employabilité des diplômés congolais. À Butembo, Mpia et Kasambya (2026) montrent que les attitudes envers le mandat de la MONUSCO sont liées à des dimensions sociodémographiques et à des convictions individuelles dans un environnement marqué par l'insécurité. Ces travaux ne constituent évidemment pas des preuves sur le Kima et ne doivent pas être rétroprojetés sur la période coloniale; ils rappellent toutefois l'intérêt analytique d'une lecture contextualisée des comportements collectifs en situation d'instabilité.

Après la présentation du cadre spatial et historique, l'article expose la méthodologie et la critique des sources. Il analyse ensuite les facteurs politiques, économiques et socioculturels de l'émergence du Kima, le rôle de la cosmologie yira et des acteurs rituels, les objectifs et répertoires d'action, l'extension et la répression du mouvement, puis discute ses héritages et les limites de l'étude.

2. Kimbulu : espace social et insertion dans l'ordre colonial

2.1. Cadre géographique et socio-économique

Kimbulu est situé dans les hautes terres des Monts Mitumba, dans l'actuel groupement Luongo, chefferie des Baswagha, territoire de Lubero, province du Nord-Kivu. Les sources le décrivent comme un espace montagneux situé autour de 1 900 m d'altitude, dans un environnement fortement arrosé et drainé notamment par les rivières Biena et Lubero. Les travaux de Kakule Vyakuno (2006) replacent plus largement les

hautes terres de Lubero dans des dynamiques de peuplement, d'agriculture et de pression anthropique. La géographie de Kimbulu n'est donc pas un simple décor : relief, voies de circulation, ressources et organisation sociale ont conditionné à la fois la pénétration coloniale et les possibilités de résistance.

Avant la consolidation de l'ordre colonial, l'économie locale reposait principalement sur une agriculture de subsistance, l'élevage, la chasse, la forge, la vannerie, la poterie et des formes d'échange non monétaires. Les pratiques de solidarité et d'intégration mentionnées dans les sources — pactes, repas partagés, entraide agricole, initiation et réseaux claniques — constituaient à la fois des institutions sociales et des mécanismes de reproduction de l'ordre local (Muwiri & Kambalume, 2002). La terre et les ressources étaient fortement enchâssées dans les appartenances lignagères et dans l'autorité politique et rituelle; toute transformation de leur régime d'accès pouvait donc avoir des effets politiques autant qu'économiques.

Le corpus associe également Kimbulu à une forte densité de peuplement et à une position d'interface entre plusieurs espaces de circulation. Il ne s'agit pas ici de reconstruire une démographie exhaustive, mais de souligner que le peuplement, la mobilité et la disponibilité de la main-d'œuvre ont contribué à rendre la zone attractive pour l'administration, la mission et les acteurs économiques. Dans cette perspective, la géographie de Kimbulu n'est pas un simple décor : relief, voies de circulation, ressources et organisation sociale ont conditionné à la fois la pénétration coloniale et les possibilités de résistance.

2.2. Conquête, réorganisation administrative et autorités locales

La pénétration coloniale dans les Montagnes Bleues fut progressive. Le corpus rapporte qu'après des opérations militaires au début des années 1910, un poste d'administration fut établi à Luofu en 1913. La soumission des autorités locales se fit ensuite par étapes, dans un contexte de reconnaissance territoriale, de pacification armée et de négociation avec les chefs. Bergmans (1970) décrit notamment les allégeances successives de plusieurs autorités des hautes terres dans les années 1920. Kimbulu entre ainsi dans un dispositif administratif plus large qui rattache progressivement les structures locales aux circonscriptions du Congo belge.

Cette insertion modifia les équilibres internes. Dans le système local décrit par les sources, l'autorité se distribuait notamment entre le *mukulu*, le *mwami* et le *ngabwe*, auxquels s'ajoutaient des notables et détenteurs de prérogatives foncières ou rituelles. L'administration coloniale chercha à rationaliser cet espace en regroupant les populations, en concentrant les villages le long des voies accessibles et en reconnaissant certaines autorités plutôt que d'autres. La mémoire locale désigne le moment du regroupement des villages par l'expression *Ekihugho kikalonga*. Ce processus facilita l'encadrement administratif, mais il réduisit aussi l'autonomie de certains chefs de clans et redéfini les rapports entre lignages, autorités reconnues et auxiliaires du pouvoir colonial.

À Kimbulu, la promotion de Syalandira comme interlocuteur privilégié de l'administration apparaît, dans les témoignages, comme un point de cristallisation. Des notables liés à Malihi et Malonge auraient considéré cette nouvelle hiérarchie comme une dépossession de prérogatives anciennes (A. Mughata, F. Kagheni, & O. Ndaliko, *communications personnelles*, juin 2017). Il est difficile d'établir une relation monocausale entre ces rivalités et le Kima. Il est toutefois plausible, au regard du corpus, que la reconfiguration coloniale de la légitimité ait créé des réseaux d'insatisfaction auxquels le mouvement a fourni un langage de mobilisation. Cette dynamique correspond plus largement à la tension entre administration indirecte et recomposition des autorités locales observée dans l'État colonial africain (Young, 1994).

2.3. Économie extractive, fiscalité et recrutement de main-d'œuvre

L'intégration de Kimbulu dans l'économie coloniale s'effectua par la prospection minière, le recrutement de travailleurs, l'ouverture de routes, la fiscalité et l'introduction de cultures destinées aux circuits marchands. La Compagnie Minière des Grands Lacs Africains (MGL) occupe une place centrale dans le récit local. Le chantier aurifère de Kimbulu fut de durée limitée, mais la localité demeura un espace de recrutement pour d'autres sites miniers. Le déplacement d'hommes jeunes vers les zones d'exploitation et les exigences de ravitaillement des postes administratifs et missionnaires sont décrits comme des facteurs de tension dans les ménages et dans l'agriculture locale.

Les moniteurs agricoles introduisirent ou imposèrent des cultures et des techniques nouvelles, tandis que l'impôt monétaire obligeait davantage de ménages à entrer dans l'économie marchande. Les témoignages gardent notamment la mémoire des contraintes liées au *codi* ou *palata* (impôt), de la collecte de vivres et d'interventions dans les bananeraies. Une partie du corpus interprète ces pratiques comme une dépossession économique. Cette lecture doit être replacée dans le fonctionnement plus général de l'économie coloniale, qui associait infrastructures, production agricole, extraction et mobilisation du travail (Boahen, 1987; Cooper, 2005).

La route Musienene-Lubero, ouverte au début des années 1930 et connue localement comme « route Sebe », renforça la circulation des agents, des produits et des missionnaires. Elle facilita l'intégration régionale, tout en matérialisant pour les habitants l'emprise de l'État et de l'économie coloniale. Les sources indiquent ainsi que les mêmes infrastructures pouvaient être perçues à la fois comme des moyens de circulation et comme des instruments d'extraction ou de contrôle.

2.4. Mission, école et transformations socioculturelles

L'évangélisation constitue le troisième volet du nouvel ordre institutionnel. La présence missionnaire dans la région remonte au début du XXe siècle et la station de Kimbulu fut fondée en 1925 par des Déhoniens, avant la transition vers les Assomptionnistes à la fin des années 1920. Kanyali Mughanda (2006) documente les débuts de la mission de Beni-Lubero et l'importance des médiateurs linguistiques et catéchistes dans l'implantation chrétienne. À Kimbulu, la proximité entre mission, poste administratif et activités minières a favorisé, dans la mémoire locale, l'idée d'une « trilogie » formée par l'État, les compagnies et la mission.

Cette formulation ne signifie pas que tous les missionnaires et agents coloniaux poursuivaient des objectifs identiques. Elle traduit plutôt la manière dont les transformations étaient perçues par une partie de la population : scolarisation, catéchuménat, regroupement des villages, discipline du travail et interdiction de certaines pratiques rituelles apparaissaient comme des dimensions concomitantes d'un même changement d'ordre. L'école de mission forma des catéchistes et des auxiliaires administratifs; simultanément, elle entra en concurrence avec les mécanismes locaux d'initiation et de transmission. Cette tension est essentielle pour comprendre pourquoi la résistance au Kima ne fut pas seulement politique ou économique, mais également symbolique et éducative.

Le transfert de la station missionnaire vers Muhangi au début des années 1930 est attribué dans les sources à plusieurs difficultés, notamment l'approvisionnement alimentaire et l'hostilité associée au mouvement. Bergmans (1970) lie explicitement cette crise au « mouvement des sorciers », formulation qui doit être lue comme une catégorie de son temps. Plutôt que de reprendre cette étiquette comme diagnostic, la présente étude l'utilise comme indice du regard missionnaire porté sur des acteurs locaux dont les pratiques religieuses et politiques échappaient au cadre chrétien.

Tableau 1. Chronologie synthétique du contexte d'émergence du Kima

Période	Événement	Portée analytique
---------	-----------	-------------------

1912–1913	Opérations militaires dans les hautes terres et établissement du poste de Luofu en 1913	Renforcement progressif de l'encadrement administratif régional.
1923–1927	Reconnaissances, négociations et soumissions successives d'autorités locales	Recomposition des hiérarchies politiques et des allégeances.
1925	Fondation de la station catholique de Kimbulu et intensification des prospections/activités économiques	Convergence locale de l'administration, de la mission et de l'économie coloniale.
1929–1931	Transition missionnaire entre Déhoniens et Assomptionnistes, puis transfert de la station vers Muhangi	Reconfiguration de la présence missionnaire dans un contexte de tensions locales.
Années 1930–1950	Poursuite clandestine ou diffusion de pratiques apparentées selon les sources	Extension difficile à délimiter; importance des réseaux et de la mémoire orale.
1960	Indépendance du Congo et fin du cadre colonial	Borne analytique de l'étude; persistance de mémoires locales.

Note. La chronologie synthétise les jalons retenus après suppression des dates ou détails insuffisamment établis.

3. Méthodologie et critique des sources

L'étude adopte une démarche historique qualitative et comparative. Le matériau est constitué de quatre ensembles : (a) des travaux historiques généraux sur la colonisation et le Congo; (b) des monographies et travaux locaux sur les Yira, Beni-Lubero, la mission et les institutions régionales; (c) des documents administratifs ou missionnaires cités dans le manuscrit, notamment des rapports, lettres et dossiers de relégation; et (d) des témoignages oraux recueillis à Kimbulu et dans les environs, principalement en 2014 et 2017. La période 1925–1960 est retenue parce que 1925 correspond à la fondation de la station catholique de Kimbulu et à l'intensification des transformations institutionnelles, tandis que 1960 marque à la fois l'indépendance du Congo et la fin du cadre colonial dans lequel le mouvement s'était structuré.

La triangulation est centrale. Une information tirée d'une source coloniale n'est pas tenue pour neutre du seul fait qu'elle est écrite, pas plus qu'un témoignage oral n'est tenu pour exact du seul fait qu'il provient de la mémoire locale. Les rapports coloniaux renseignent sur les catégories administratives, les arrestations et les peurs de l'autorité; ils peuvent cependant exagérer la dangerosité de groupes décrits comme « subversifs ». Les sources missionnaires sont précieuses pour la chronologie de la présence chrétienne, mais elles peuvent interpréter les pratiques yira à travers l'opposition chrétien/païen. Les témoignages oraux donnent accès aux significations et aux noms transmis localement, tout en restant exposés aux reconstructions, aux silences et aux réinterprétations rétrospectives. La méthode suit ainsi le principe de critique croisée des traditions orales recommandé par Vansina (1985).

Cette approche est particulièrement importante pour les énoncés portant sur les capacités attribuées aux spécialistes rituels : provoquer la pluie, contrôler des animaux, rendre malade un adversaire ou protéger un champ. Ces propositions ne sont pas traitées comme des mécanismes physiques démontrés. Elles sont analysées comme des croyances, des accusations, des réputations et des technologies symboliques ayant une efficacité sociale dans le contexte étudié. Leur intérêt historique réside dans ce qu'elles disent de l'autorité, de la peur, de la protection, de la justice et des frontières entre les groupes.

Tableau 2. Matrice de critique du corpus

Type de source	Apport principal	Risque de biais	Traitement retenu
Archives/rapports coloniaux	Chronologie administrative, sanctions, catégories de surveillance	Langage sécuritaire; justification de la répression	Confronter aux sources locales et missionnaires.

Sources missionnaires	Implantation de la mission, école, catéchuménat, perceptions religieuses	Lecture normative du religieux; opposition chrétien/« païen »	Distinguer faits institutionnels et jugements confessionnels.
Historiographie locale	Toponymie, acteurs, institutions yira, chronologie régionale	Dépendance à des traditions éditoriales locales; métadonnées parfois incomplètes	Vérifier les références et recouper les informations.
Témoignages oraux	Mémoire des acteurs, significations emic, noms, pratiques	Mémoire rétrospective, sélection, transmission intergénérationnelle	Traiter comme source située; attribuer les récits.
Récits de pouvoirs rituels	Représentations de protection, menace et légitimité	Confusion possible entre croyance et causalité empirique	Analyser comme croyances/représentations, non comme faits physiques.

Note. La distinction entre statut de la source et statut du fait est indispensable à l'interprétation historique du Kima.

4. Facteurs d'émergence du mouvement Kima

4.1. Reconfiguration du pouvoir et conflits de légitimité

Le premier ensemble de facteurs est politique. L'administration coloniale ne s'est pas contentée de superposer un appareil européen à un ordre local intact; elle a sélectionné, reconnu, déplacé et parfois destitué des autorités, tout en regroupant les populations. Cette politique créa des gagnants et des perdants. Dans le Buswagha, les tensions autour de la légitimité de certains chefs, des prérogatives du *mwami*, du *ngabwe* et des notables, ainsi que les relégations, sont récurrentes dans le corpus. Boahen (1987) a montré que la perte de souveraineté et la réorganisation des autorités furent au cœur de nombreuses résistances africaines. Le cas de Kimbulu donne à ce mécanisme une expression localisée.

Les sources présentent le déplacement ou la marginalisation d'autorités reconnues localement comme un facteur de colère. Le cas du *mwami* Biondi, relégué après des conflits de pouvoir, et les rivalités autour de Syalandira illustrent cette dynamique. Ces événements ne suffisent pas à eux seuls à expliquer le Kima; ils montrent cependant que le mouvement a pu agréger des notables dont les positions avaient été fragilisées. La résistance était donc aussi une lutte sur la définition de l'autorité légitime : qui pouvait gouverner, distribuer la terre, mobiliser les hommes et parler au nom du groupe ?

Cette dimension invite à éviter l'interprétation d'un Kima purement « traditionnel ». Les acteurs ne défendaient pas nécessairement un ordre ancien homogène. Ils occupaient des positions différentes dans les hiérarchies locales et pouvaient instrumentaliser le vocabulaire de la tradition pour défendre des intérêts politiques. La référence à l'autonomie des clans et aux terres ancestrales doit ainsi être lue à la fois comme langage de légitimité et comme enjeu matériel.

4.2. Contraintes économiques et contestation du travail colonial

Le deuxième ensemble de facteurs est économique. Le recrutement de travailleurs par la MGL, la fiscalité, les réquisitions de vivres, l'introduction de cultures nouvelles et les travaux routiers transformèrent les temporalités du travail et les circuits de production. Les témoignages cités dans le manuscrit associent ces changements à la baisse de la disponibilité de la main-d'œuvre agricole et à des épisodes de disette. Ils évoquent aussi des violences punitives lorsque les exigences de ravitaillement n'étaient pas satisfaites. Même lorsque les détails de chaque épisode ne peuvent être confirmés indépendamment, leur répétition dans le corpus indique que le travail, la nourriture et l'impôt étaient des dimensions centrales de la perception locale du pouvoir colonial.

Le Kima aurait traduit cette contestation en consignes de refus : ne pas payer l'impôt, réduire l'assistance aux postes coloniaux ou missionnaires, se détourner de certains produits européens, résister au recrutement et saboter certaines cultures imposées. Muhemu Subao Sitone (2006) rapporte également des récits d'actions dirigées contre des camps miniers. Il faut distinguer ici les orientations du discours et les actes

effectivement documentés. L'existence de mots d'ordre économiques est relativement cohérente dans les sources; l'ampleur réelle de leur application demeure plus difficile à quantifier.

4.3. *Conflit culturel, mission et contrôle de la transmission*

Le troisième ensemble de facteurs concerne la transformation des institutions de socialisation. L'évangélisation et l'école missionnaire ont créé de nouveaux statuts — catéchiste, moniteur, élève, chrétien — qui pouvaient entrer en tension avec les formes d'autorité fondées sur l'âge, le lignage, l'initiation et les compétences rituelles. Le conflit ne doit pas être simplifié en opposition entre « christianisme européen » et « tradition africaine » : des habitants ont adopté le christianisme, des catéchistes étaient eux-mêmes locaux, et certains acteurs ont circulé entre univers de pratique. Néanmoins, l'interdiction ou la dévalorisation de rites d'initiation, de divination et de guérison a touché directement les détenteurs de ces savoirs.

C'est dans cet espace de concurrence que le Kima acquiert une dimension religieuse. Il ne s'agit pas seulement de rejeter une nouvelle foi, mais de défendre des modes de transmission, des autorités spirituelles et une conception du rapport entre monde visible, ancêtres, esprits et divinité. La résistance à l'école missionnaire, l'initiation clandestine et la stigmatisation réciproque entre chrétiens et adeptes du mouvement constituent ainsi des formes de lutte pour le contrôle de la jeunesse et de la reproduction sociale.

5. *Cosmologie yira et acteurs du Kima*

5.1. *Cosmologie, Nyamuhanga et légitimité rituelle*

Dans les sources locales, la cosmologie yira articule le monde visible et le monde invisible, les vivants, les ancêtres, les esprits et *Nyamuhanga*, l'Être suprême. Les relations entre humains, nature, lignages et forces spirituelles sont présentées comme interdépendantes (Muhemu Subao Sitone, 2006; Muwiri & Kambalume, 2002). Cette cosmologie n'est pas un système immobile : elle fournit un langage permettant d'interpréter la maladie, la réussite, la sécheresse, l'injustice et la protection, tout en attribuant à certains acteurs des fonctions spécialisées.

Le terme Kima, que le manuscrit associe à l'arc-en-ciel et à l'esprit Ndioka, condense cette articulation entre signe naturel, puissance spirituelle et promesse de restauration. Dans le discours attribué aux adeptes, la fidélité aux pratiques ancestrales devait contribuer au rétablissement d'un ordre menacé par l'occupation. Historiquement, l'intérêt de ce registre réside moins dans la vérification d'une intervention surnaturelle que dans sa capacité à fournir une grammaire de mobilisation. Une cosmologie peut devenir ressource politique lorsqu'elle définit ce qui est juste, qui possède une autorité légitime et quelles formes de protection ou de sanction sont socialement crédibles.

5.2. *Profils sociaux des promoteurs et intermédiaires*

Le mouvement apparaît dans le corpus comme un réseau plutôt que comme une organisation dotée d'une bureaucratie centralisée. Ses promoteurs comprenaient des notables, des détenteurs de fonctions rituelles, des guérisseurs, des devins, des maîtres d'initiation et des personnes qualifiées de « sorciers » par des adversaires ou par l'administration. La catégorie coloniale de sorcellerie est particulièrement problématique : elle fusionne des rôles distincts — guérison, divination, protection des cultures, initiation, menace — et peut transformer une opposition politique en problème d'ordre ou de superstition.

Pour l'analyse, il est préférable de distinguer les fonctions décrites localement. Le *mvami* et les notables renvoient à la souveraineté et à la juridiction; l'*omulaghuli* à la divination; l'*omusaki* aux soins; l'*omuhereki* à la protection des biens et des cultures; les

spécialistes du temps et de la pluie à des fonctions rituelles liées à l'agriculture; le *samba* et le *kipite* à l'initiation masculine. Le terme *omuloyi*, enfin, est associé dans les sources à un pouvoir considéré comme maléfisant. La participation de personnes relevant de ces catégories au Kima montre que le mouvement pouvait agréger des intérêts et compétences hétérogènes.

Plusieurs noms sont restés dans les récits : Matahuka, Yambayamba, Ndarowa, Mutsopi, Kathioro, Kitawite et d'autres. Leur importance varie selon les localités et les sources. Plutôt que d'établir une liste exhaustive de « chefs », ce qui donnerait au mouvement une centralisation que les données ne démontrent pas, il est plus prudent de parler de figures locales de mobilisation. Les arrestations et relégations documentées montrent néanmoins que l'administration identifiait certains de ces acteurs comme particulièrement influents.

Tableau 3. Fonctions sociales citées dans le corpus et lecture analytique

Catégorie locale	Fonction décrite	Lecture analytique
Mwami / notables	Autorité politique, juridiction, terre, médiation	Enjeux de légitimité et de pouvoir local.
Omokumu / omulaghuli	Protection rituelle, divination, interprétation du malheur	Autorité de savoir et médiation symbolique.
Omusaki / omuthahwa	Connaissance thérapeutique des plantes et soins	Concurrence et complémentarité avec la médecine missionnaire/coloniale.
Omuhamuli w'evyalya	Rituel associé à l'abondance alimentaire	Lien entre production, sacré et sécurité alimentaire.
Omuhereki	Protection des champs et des biens par des dispositifs rituels	Régulation sociale de la propriété et de la peur.
Omuhangi / omwini w'embula	Rites attribués au beau temps ou à la pluie	Pouvoir symbolique associé aux aléas agricoles.
Samba / kipite	Initiation et formation des jeunes hommes	Contrôle de la transmission et socialisation.
Omuloyi	Catégorie associée à la nuisance occulte	Catégorie stigmatisante à contextualiser; ne pas confondre accusation et preuve.

Note. Les catégories locales sont conservées lorsqu'elles portent une signification spécifique; les pouvoirs attribués sont analysés comme représentations sociales.

6. Objectifs et répertoires d'action

6.1. Un programme à trois dimensions

Les récits disponibles permettent de regrouper les objectifs du Kima en trois dimensions. La dimension politique porte sur le refus de certaines autorités installées ou renforcées par l'administration, la défense de prérogatives locales et, dans certains récits, l'expulsion des Européens des terres ancestrales. La dimension socio-économique concerne le refus ou le ralentissement des travaux, de la fiscalité, du recrutement, des cultures imposées et de la dépendance aux marchandises européennes. La dimension religieuse se rapporte à la restauration d'un ordre moral et cosmologique associé aux ancêtres, à *Nyamuhanga*, aux rites et à l'initiation.

Ces dimensions se renforçaient mutuellement. Une injonction à ne pas travailler sur une route n'était pas seulement économique si la route symbolisait le contrôle colonial; l'initiation clandestine n'était pas seulement religieuse si elle assurait la transmission d'une identité collective hors de l'école missionnaire; une menace rituelle contre un collaborateur pouvait être à la fois sociale, politique et religieuse. Le Kima fonctionnait ainsi par superposition de registres plutôt que par séparation de domaines.

6.2. Recrutement, solidarité et initiation

Le recrutement reposait sur des relations de proximité, le parrainage et l'initiation. Le corpus distingue l'*olusumba lw'omukumo*, liée à l'intégration des jeunes hommes

dans la société adulte, et une *olusumba lw'ekima*, décrite comme une initiation clandestine destinée à renforcer la fidélité au mouvement. Le secret, les objets symboliques et les obligations envers les membres participaient à la production d'une frontière entre initiés et non-initiés.

La cohésion était également entretenue par des pratiques d'entraide : travail collectif des champs, repas et boissons partagés, visites aux malades et aux familles, échanges de nourriture, hospitalité et pactes. Ces pratiques existaient au-delà du mouvement; leur mobilisation par les adeptes rappelle que la résistance s'appuie souvent sur des institutions sociales ordinaires. Le Kima pouvait ainsi convertir des réseaux de réciprocité préexistants en ressources de mobilisation (Muwiri & Kambalume, 2002).

6.3. Intimidation, refus et sabotage : statut des récits

Les sources décrivent aussi des actions dirigées contre des non-membres, notamment des chrétiens, des collaborateurs ou des agents du nouvel ordre. Elles mentionnent des pratiques de « purification » de l'enseignement missionnaire, des dispositifs de protection placés dans les champs, des menaces, des mises en scène destinées à susciter la peur, ainsi que des atteintes à certaines cultures. Faute de documentation homogène pour chacun de ces épisodes, ces récits sont traités comme des éléments du répertoire attribué au mouvement et non comme des pratiques uniformément observées chez tous ses membres.

D'autres récits attribuent à certains membres la capacité de provoquer la pluie ou la foudre, de dresser des léopards ou d'infliger des maladies. Sur le plan scientifique, ces énoncés doivent être reformulés comme des attributions : « les témoins croyaient que », « la réputation locale associait », « le récit attribué à ». Leur efficacité historique peut néanmoins être réelle au niveau social si la croyance en ces pouvoirs modifiait les comportements, décourageait une collaboration ou renforçait l'autorité d'un acteur. Le passage du surnaturel allégué à l'effet social observable est précisément ce que permet une lecture historique critique.

Enfin, certaines actions violentes sont rapportées : agressions contre des catéchistes, incendies dans des camps miniers et menaces dirigées contre des agents. Leur documentation demeure inégale. Elles doivent être retenues lorsque des sources identifiables les mentionnent, mais sans généraliser ces épisodes à l'ensemble des membres. Le mouvement semble avoir combiné résistance passive, refus du travail, intimidation, sabotage et, dans certains cas, violence ouverte.

Tableau 4. Répertoires d'action attribués au mouvement Kima

Répertoire	Exemples dans le corpus	Niveau de prudence
Initiation / recrutement	Parrainage, initiation clandestine, secret, objets symboliques	Bien attesté comme motif; effectifs inconnus.
Solidarité sociale	Entraide agricole, repas, hospitalité, pactes, visites	Pratiques plus larges que le mouvement; rôle précis à documenter.
Refus économique	Impôt, travail routier/minier, produits européens, ravitaillement	Cohérent dans plusieurs sources; intensité non quantifiée.
Sabotage	Traitement/destruction de semences ou plants, incendies rapportés	Épisodes localisés; éviter la généralisation.
Intimidation rituelle	Menaces, dispositifs de protection, épreuves et réputations	Efficacité sociale possible; causalité surnaturelle non testable.
Violence directe	Agressions contre certains catéchistes ou collaborateurs	Cas rapportés; documentation inégale.

Note. Le terme « attribué » rappelle que le corpus combine historiographie, documents écrits et mémoire orale; tous les épisodes ne disposent pas du même degré de corroboration.

7. Extension spatiale et répression

7.1. Une diffusion en réseaux difficile à cartographier

La délimitation spatiale du Kima est l'un des points les plus délicats. Les sources identifient Kimbulu comme épiscopat, mais signalent des figures et pratiques apparentées dans le Buyora, le Ngulo, le Bulengya, le Luongo, le Bukenye et certaines zones minières. Elles mentionnent aussi, dans le territoire de Beni, les Aniota ou « hommes-léopards », sans pour autant démontrer que ceux-ci relevaient du Kima. Il convient donc d'éviter de transformer toute opposition anticoloniale du Nord-Kivu en extension d'une organisation unique.

La diffusion est mieux comprise comme circulation de répertoires, d'acteurs et de langages de résistance. Des notables marginalisés, travailleurs des mines, maîtres d'initiation et spécialistes rituels pouvaient relayer des mots d'ordre ou des pratiques similaires sans relever d'une direction centrale. Les mouvements de travailleurs vers les sites miniers ont probablement favorisé les échanges. Muhemu Subao Sitone (2006) rapporte des incendies attribués à des adeptes dans la zone de Lutunguru au début des années 1930, tandis que d'autres sources mentionnent des oppositions au travail routier, à la mission ou aux autorités reconnues par le pouvoir colonial.

Cette prudence analytique permet de conserver l'hypothèse d'une influence régionale sans surestimer l'unité organisationnelle du mouvement. Une future recherche pourrait reconstruire ces réseaux par prosopographie, cartographie des localités, itinéraires de relégation et dépouillement systématique des archives administratives.

7.2. Trois registres de répression

Le manuscrit distingue trois registres de répression : populaire, locale et coloniale. Le premier renvoie aux réactions de communautés contre des personnes accusées de sorcellerie ou de nuisances. Cette dimension rappelle que les promoteurs du Kima n'étaient pas automatiquement soutenus par toute la population. Les accusations de sorcellerie pouvaient susciter peur, vengeance et justice populaire, ce qui fragmentait la base sociale du mouvement.

Le deuxième registre repose sur les autorités locales et auxiliaires reconnus par le pouvoir. Certains chefs avaient intérêt à maintenir l'ordre et à contenir des notables rivaux ou des groupes refusant les obligations administratives. Le conflit anticolonial se superposait ainsi à des conflits intracommunautaires de légitimité. Cette imbrication explique pourquoi la répression ne peut être décrite simplement comme une opposition binaire entre Européens et Africains.

Le troisième registre fut directement colonial. Les documents cités dans le corpus mentionnent arrestations, emprisonnements et relégations de figures comme Matahuka, Yambayamba, Ndarowa, Mutsopi et plusieurs notables. L'administration associait ces acteurs à l'insoumission et cherchait à réduire leur influence. La répression institutionnelle, combinée aux divisions internes et aux transformations sociales de la fin de la période coloniale, contribua progressivement à réduire la visibilité du Kima, même si certaines pratiques ou mémoires se maintinrent localement.

8. Discussion

8.1. Le Kima comme résistance composite

L'apport principal de cette étude est de proposer une lecture du Kima comme résistance composite. Une interprétation strictement religieuse sous-estimerait les conflits de souveraineté, de travail et de fiscalité. À l'inverse, une interprétation exclusivement économique négligerait le rôle de la cosmologie, de l'initiation et des spécialistes rituels dans la production de sens et de cohésion. L'ordre colonial touchait simultanément à l'autorité, à la terre, au travail, à l'école et à la religion; la réponse locale pouvait donc être elle aussi multidimensionnelle.

Cette conclusion rapproche le cas de Kimbulu d'une historiographie qui refuse de séparer trop rigidelement politique et culture dans l'analyse coloniale. Likaka (2009) montre que des pratiques culturelles telles que la nomination et la mémoire pouvaient enregistrer et critiquer la domination. Hunt (2016) met en évidence, dans d'autres régions du Congo colonial, l'imbrication entre violence, anxiété de l'État et mouvements thérapeutiques vernaculaires. Le Kima participe de cette histoire des formes d'action qui deviennent politiques précisément parce qu'elles s'inscrivent dans des univers sociaux et religieux locaux.

Il faut également nuancer l'idée d'un « retour à la tradition ». Le mouvement fut produit par la situation coloniale elle-même. Les catégories mobilisées étaient anciennes ou enracinées dans les institutions yira, mais leur usage comme langage de résistance répondait à des transformations nouvelles. Le Kima est donc moins une survivance intacte du passé qu'une recomposition historique : des ressources héritées furent réagencées pour répondre à l'administration, à la mission et à l'économie coloniales.

8.2. *Mémoire, croyance et preuve historique*

La deuxième contribution concerne la méthode. Les récits sur le Kima contiennent des affirmations de causalité surnaturelle et des catégories morales fortes. Les accepter littéralement conduirait à confondre croyance et preuve; les éliminer entièrement ferait disparaître une dimension essentielle de l'univers social des acteurs. La solution consiste à étudier leur statut : qui attribue le pouvoir à qui, dans quel contexte, avec quel effet sur les comportements ? La réputation d'un spécialiste capable de provoquer la pluie, par exemple, peut être historiquement significative même si l'historien ne valide pas la causalité météorologique alléguée.

De même, le terme « sorcier » ne doit pas être utilisé comme catégorie analytique sans guillemets. Dans le corpus, il peut être une accusation, une traduction imparfaite, une catégorie missionnaire ou une classification interne de pouvoir nuisible. Son sens varie. Une histoire scientifiquement solide doit restituer cette pluralité plutôt que transformer un terme polémique en identité stable.

8.3. *Pertinence contemporaine sans anachronisme*

Les sources permettent d'établir des héritages mémoriels du Kima, mais elles ne suffisent pas à attribuer directement au mouvement des phénomènes contemporains tels que les conflits fonciers, la méfiance envers l'État ou les ambivalences religieuses. Une telle continuité nécessiterait des données intermédiaires et une démonstration diachronique spécifique. Il est donc préférable de distinguer mémoire historique, structures de longue durée et causalité contemporaine.

Deux travaux contemporains menés en RDC, bien que portant sur des objets sans lien direct avec le Kima, illustrent l'intérêt de replacer les comportements sociaux dans leur contexte institutionnel. Mpia et al. (2023) identifient plusieurs facteurs contextuels associés à l'employabilité de diplômés congolais. Mpia et Kasambya (2026) montrent, dans une étude sur l'opinion envers la MONUSCO à Butembo, que les déterminants sociodémographiques et les convictions individuelles participent à la structuration des attitudes. Ces résultats ne démontrent aucune continuité historique avec le Kima; ils confortent uniquement une exigence méthodologique de contextualisation.

9. *Héritages et limites*

9.1. *Héritages documentables*

Les héritages les mieux documentés sont d'abord mémoriels. Les noms des acteurs, les récits d'initiation, les épisodes de relégation, les tensions entre chrétiens et adeptes et certaines expressions locales ont été conservés et transmis. Cette mémoire contribue à expliquer pourquoi le Kima reste un référent de l'histoire de Kimbulu. Elle

ne signifie pas que le mouvement continue comme organisation identifiable, mais qu'il demeure disponible comme cadre d'interprétation du passé colonial.

Un second héritage concerne la transformation institutionnelle. La réorganisation des chefferies, le regroupement des villages, la monétarisation, le travail minier, les routes, l'école et la mission ont produit des changements qui ont dépassé le mouvement lui-même. Certains conflits de succession ou de terre évoqués par les témoins peuvent s'inscrire dans ces recompositions, mais la démonstration d'une chaîne causale jusqu'au présent exige des recherches foncières, généalogiques et administratives spécifiques.

Un troisième héritage est historiographique. La manière dont le Kima a été nommé — révolte, mouvement politico-religieux, société secrète, mouvement de sorciers, résistance — modifie l'interprétation du phénomène. Reprendre sans critique la terminologie coloniale risque d'effacer les revendications; idéaliser le mouvement comme pure défense identitaire risque d'effacer les violences internes et les intérêts concurrents. La contribution de cette étude réside précisément dans la mise en tension de ces désignations.

9.2. Limites et pistes de recherche

Cette étude présente quatre limites principales. Premièrement, la description du corpus oral disponible ne permet pas d'évaluer précisément la saturation des entretiens ni leur représentativité. Deuxièmement, certaines sources locales restent difficiles à documenter bibliographiquement avec la précision exigée par les normes éditoriales contemporaines. Troisièmement, plusieurs documents administratifs sont mentionnés dans le corpus sans cotes d'archives systématiques, ce qui limite la reproductibilité. Quatrièmement, la frontière entre le Kima proprement dit et d'autres pratiques ou mouvements de résistance de Beni-Lubero demeure parfois incertaine.

Ces limites orientent les recherches futures. Une étude plus robuste pourrait constituer une base prosopographique des personnes citées, géoréférencer les localités, numériser les documents d'archives, documenter systématiquement le corpus oral et comparer le Kima aux Aniota, au Kitawala/Kalumba et à d'autres formes de résistance religieuse en Afrique centrale. Une analyse diachronique de la mémoire locale permettrait également de mieux distinguer l'événement colonial, la transmission familiale et les réinterprétations postcoloniales.

10. Conclusion

L'émergence du mouvement Kima à Kimbulu entre 1925 et 1960 s'explique par la rencontre conflictuelle entre transformations coloniales et institutions locales. La réorganisation des autorités, les contraintes économiques, le recrutement de main-d'œuvre, l'ouverture des routes, la fiscalité, la mission et l'école ont modifié les conditions de pouvoir et de reproduction sociale. Le Kima a fourni à certains acteurs un langage permettant d'articuler ces tensions à la cosmologie yira et à des dispositifs de solidarité, d'initiation et de protection.

L'analyse confirme ainsi la nature politique, socio-économique et religieuse du mouvement, mais en reformule la portée. Le Kima n'est ni une simple « sorcellerie » ni un nationalisme moderne avant la lettre. Il apparaît comme une résistance historiquement située, décentralisée et hétérogène, dans laquelle les revendications de légitimité, les intérêts locaux, la mémoire et le sacré se combinent. Ses répertoires allaient du refus et de l'initiation clandestine à l'intimidation, au sabotage et, dans certains épisodes, à la violence. La répression populaire, locale et coloniale, ainsi que les divisions internes, ont contribué à son déclin.

Enfin, l'étude montre que la solidité scientifique d'une histoire locale dépend moins de l'accumulation de récits que de leur critique. Les traditions orales, les archives et les sources missionnaires doivent être confrontées, leurs catégories contextualisées

et les croyances distinguées des faits empiriques. C'est à cette condition que le Kima peut être inscrit dans l'histoire générale des résistances africaines sans perdre la spécificité de Kimbulu et du monde yira.

Contributions : Conceptualisation, K.K. & M.M.; méthodologie, K.K.; validation, K.K. & M.M. ; Investigation, K.K. & M.M.; ressources, K.K.; Traitement des données, K.K. & M.M.; écrire le manuscrit, K.K.; visualisation, K.K., M.M., & K.K.R.; supervision, M.M.; correction du manuscrit, K.K. & K.K.R.

Les auteurs ont lu et approuvé la version publiée de ce manuscrit.

Sponsor financier : Cette recherche n'a reçu aucun soutien financier.

Disponibilité des données : Les données ne sont pas disponibles.

Remerciement : Non applicable.

Conflits d'intérêt : Les auteurs déclarent aucun conflit d'intérêt.

Références

1. Bergmans, L. (1970). Les Wanande. Tome I : Les Baswagha (aperçu historique). Éditions A.B.B. (Assomption–Butembo–Beni).
2. Boahen, A. A. (Ed.). (1987). Africa under colonial domination, 1880–1935 (General History of Africa, Vol. 7). UNESCO.
3. Cooper, F. (2005). Colonialism in question: Theory, knowledge, history. University of California Press.
4. Fanon, F. (1961). Les damnés de la terre. François Maspero.
5. Hunt, N. R. (2016). A nervous state: Violence, remedies, and reverie in colonial Congo. Duke University Press. <https://doi.org/10.1215/9780822375241>
6. Kakule Vyakuno, E. (2006). Pression anthropique et aménagement rationnel des hautes terres de Lubero en République démocratique du Congo : Rapports entre société et milieu physique dans une montagne équatoriale [Thèse de doctorat, Université Toulouse II–Le Mirail].
7. Kanyali Mughanda, A. (2006). Débuts de la mission de Beni-Lubero (1906–1929) : Identités des missionnaires, lettres de mission et premier catéchisme yira. Marianum Press.
8. Likaka, O. (2009). Naming colonialism: History and collective memory in the Congo, 1870–1960. University of Wisconsin Press.
9. Mpia, H. N., & Kasambya, M. K. (2026). Predictive modeling of public sentiment toward MONUSCO's mandate: A machine learning approach. Archives of Advanced Engineering Science, 4(3), 322–333. <https://doi.org/10.47852/bonviewAAES62027763>
10. Mpia, H. N., Mburu, L. W., & Mwendia, S. N. (2023). Exploratory factor analysis of Congolese information technology graduates' employability: Towards sustainable employment. SAGE Open, 13(4), 1–15. <https://doi.org/10.1177/21582440231210109>
11. Muhemu Subao Sitone, M. (2006). Naissance et croissance d'une Église locale (1896/97–1996) : Le cas du diocèse de Butembo-Beni au Congo-Kinshasa (RDC) [Thèse de doctorat, Université Lumière Lyon 2].
12. Muwiri, K., & Kambalume, K. (2002). Identité culturelle dans la dynamique du développement. Academia-Bruylant / Presses de l'Université Catholique du Graben.
13. Ndaywel è Nziem, I. (1998). Histoire générale du Congo : De l'héritage ancien à la République démocratique. Duculot.
14. Vansina, J. (1985). Oral tradition as history. University of Wisconsin Press.
15. Young, C. (1994). The African colonial state in comparative perspective. Yale University Press.